

Brochure n° 3163

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1580. – INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE**  
**ET DES ARTICLES CHAUSSANTS**

---

ACCORD DU 19 DÉCEMBRE 2018  
RELATIF À LA DÉSIGNATION DE L'OPCO

NOR : ASET1950955M

IDCC : 1580

Entre :

FFC,

D'une part, et

FNP FO ;

CFE-CGC Agro ;

CMTE CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel notamment l'article 39, les partenaires sociaux de la branche de la chaussure (IDCC 1580) prennent acte de la transformation des organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) en opérateurs en compétences (OPCO) au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord vise les entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale de la chaussure du 31 mai 1968, révisée par protocole d'accord du 7 mars 1990 (extension par arrêté du 29 octobre 1990, *Journal officiel* de la République française du 1<sup>er</sup> novembre 1990).

Il n'y a pas lieu de prévoir de modalités particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés compte tenu de l'objet de l'accord.

## **Article 2**

### *Choix de l'OPCO*

Les organisations signataires du présent accord désignent en tant qu'opérateur de compétences (OPCO) de la branche, l'OPCO interfilières et multiprofessionnel actuellement en cours de constitution provisoirement intitulé « Wellcom », qui est l'OPCO des services, sous réserve :

- de son agrément définitif au 1<sup>er</sup> avril 2019 ;
- du maintien d'une identité commune de branches issues de la SPP textiles-mode-cuirs d'Opcalia et de branches participant au CSF mode luxe ;
- de pouvoir disposer des moyens permettant de poursuivre l'action commune et constructive menée au profit des entreprises et des salariés au sein de l'OPCO ainsi désigné.

## **Article 3**

### *Durée, date d'application, révision et dénonciation*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Il peut être révisé et dénoncé dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

## **Article 4**

### *Dépôt et extension*

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt auprès de la DGT et du greffe du conseil des prud'hommes dans les conditions légales en vigueur.

Fait à Paris, le 19 décembre 2018.

(Suivent les signatures.)